



Assemblée générale

Distr. générale
18 août 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 19 de l'ordre du jour provisoire*

Développement durable

L'entrepreneuriat au service du développement

Rapport du secrétaire général

Résumé

L'entrepreneuriat donne à beaucoup de pauvres des moyens de subsistance durables. Important moteur de création d'emplois décents, il peut contribuer largement au développement durable en créant des emplois et en stimulant la croissance économique et l'innovation, ce qui favorise le développement économique local, améliore les conditions sociales et permet de faire face aux problèmes environnementaux.

Le présent rapport a été établi par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à partir de son Cadre directeur pour l'entrepreneuriat et les directives relatives à sa mise en œuvre, et des contributions apportées par le Département des affaires économiques et sociales, des organismes des Nations Unies et des parties prenantes concernées. Il évalue les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 67/202 de l'Assemblée générale, en faisant le bilan des tendances politiques récentes, des bonnes pratiques et des enseignements tirés. Il est structuré autour de six domaines prioritaires, insistant sur une approche intégrée de politique cohérente qui mette en relation divers domaines du développement du secteur privé. Il expose les efforts déployés récemment pour élaborer une politique de l'entrepreneuriat qui parte de la base, en tirant parti des contributions des régions, des villes et de toutes les catégories de collectivités ainsi que du renforcement des institutions et de la participation d'acteurs très variés. Le rapport propose des mesures susceptibles de mobiliser les réseaux de politique nationale et régionale afin d'accentuer et de transmettre leur expérience et encourage l'adoption d'indicateurs d'impact communs. Il recommande aussi des mesures permettant d'améliorer l'accès au financement et de développer la promotion de l'esprit d'entreprise parmi les

* A/69/150.



femmes, les jeunes et les minorités, et préconise de créer des centres nationaux d'excellence en entrepreneuriat, et encourage la mise en réseau et le partage des bonnes pratiques. Le partage de connaissances et d'expériences entre écoles, collèges, universités et communautés d'entrepreneuriat est aussi un élément clef du renforcement de l'esprit d'entreprise.

I. L'entrepreneuriat dans le programme de développement pour l'après-2015

1. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue en juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil), les dirigeants du monde avaient réaffirmé leur engagement en faveur d'un développement fondé sur trois dimensions interdépendantes : les dimensions économiques, sociales et environnementales. Ils étaient convenus de mettre à profit la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pour définir un ensemble d'objectifs de développement durable qui soit de nature mondiale et universellement applicable mais adapté aux situations nationales.

2. Dans sa résolution 67/202, l'Assemblée générale, estimant que l'entrepreneuriat peut beaucoup contribuer au développement durable en créant des emplois, en stimulant la croissance économique et l'innovation, en améliorant les conditions sociales et en permettant de faire face aux problèmes environnementaux, et soulignant qu'il importe d'accorder l'attention voulue à cette question dans le programme de développement pour l'après-2015, demande d'améliorer les cadres réglementaires et de politiques qui encouragent l'entrepreneuriat et favorisent la création de petites et moyennes entreprises; encourage les gouvernements à promouvoir la création d'entreprises d'une manière coordonnée et sans exclusive; souligne qu'il est nécessaire d'établir un partenariat avec le secteur privé; et invite les États membres à renforcer les initiatives de promotion de l'entrepreneuriat dans six domaines prioritaires. Elle engage également des pays à envisager de mettre en place des centres d'excellence en matière d'entrepreneuriat et demande aux organismes et organes compétents des Nations Unies de faire une place à l'entrepreneuriat et de l'intégrer sous ses diverses formes dans leurs politiques, programmes et rapports et d'appuyer les efforts faits en ce sens par les pays, selon qu'il conviendra.

3. L'entrepreneuriat était partie intégrante des débats du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable, établi en 2013 en application de la résolution 67/555 de l'Assemblée générale. Il est mentionné explicitement dans les propositions que le Groupe de travail ouvert a adoptées par acclamation à sa trentième session, en juillet 2014, et qui seront transmises à l'Assemblée générale pour examen et suite à donner. Au titre de l'objectif 4 relatif à l'éducation, la cible 4.4 vise, d'ici à 2030, une augmentation de x % [*sic*] du nombre d'enfants et d'adultes ayant les qualifications, notamment techniques et professionnelles, requises pour l'emploi, l'emploi décent et l'entrepreneuriat. Au titre de l'objectif 8 relatif à la promotion de la croissance économique, la cible 8.3 consiste à promouvoir des politiques axées sur le développement qui appuient les activités de production, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et qui encouragent l'informatisation et la croissance de microentreprises, moyennes et petites entreprises, notamment par l'accès aux services financiers. On peut retrouver divers aspects de l'entrepreneuriat dans plusieurs autres cibles proposées par le Groupe de travail ouvert¹.

¹ Pour obtenir des informations sur le Groupe de travail, notamment sa documentation, voir <http://sustainabledevelopment.un.org/owg.html>.

4. Au moment où la communauté internationale s'efforce de formuler le programme de développement pour l'après-2015, les États Membres admettent que la promotion de l'entrepreneuriat, par l'intermédiaire des petites et moyennes entreprises, peut appuyer la réalisation des objectifs de développement durable. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a établi le présent rapport en consultation avec le Département des affaires économiques et sociales, des organismes des Nations Unies ainsi que d'autres parties prenantes, afin d'examiner la mise en œuvre de la résolution en faisant le bilan des tendances récentes et des questions de politique sur la base des domaines prioritaires retenus pour la promotion de l'entrepreneuriat².

II. Le rôle de l'entrepreneuriat face aux problèmes de développement durable

5. L'entrepreneuriat joue un rôle essentiel en matière de développement durable et de réduction de la pauvreté. Il peut stimuler la croissance économique par la création d'emplois; contribuer à officialiser les entreprises; ouvrir des perspectives aux groupes défavorisés, comme les jeunes et les femmes, et les autonomiser; renforcer les capacités de production locale en développant les liens avec les sociétés transnationales, maximisant ainsi indirectement les effets de l'investissement étranger. Il peut également contribuer au développement social en favorisant l'entrepreneuriat social et l'écoentreprise ainsi que l'égalité des sexes.

6. L'entrepreneuriat peut aussi avoir des effets considérables sur la création d'emplois. Selon l'Organisation internationale du Travail, pour assurer le plein emploi, il faudrait, d'ici à 2020, créer 500 millions de nouveaux emplois, dont plus de 90 % dans les pays en développement, ce qui représente un défi sans précédent pour eux³.

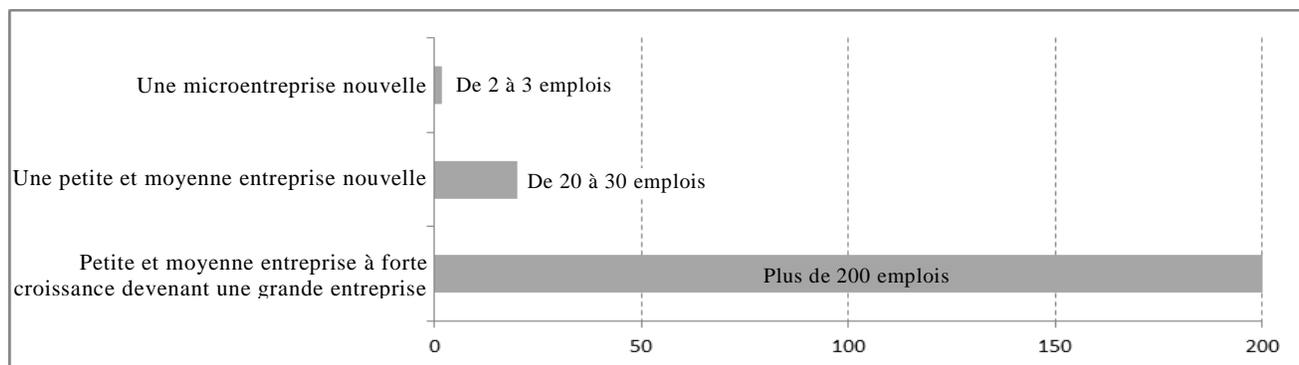
7. Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle majeur dans la création d'emplois. Elles fournissent deux tiers de tous les emplois formels dans les pays développés⁴. Dans les pays à revenu faible, la part d'emplois qu'elles créent est encore plus élevée (80 %). Toutefois, les pays en développement n'ont pas d'entreprises moyennes à forte croissance – « les gazelles » – qui surpassent les autres entreprises tant en productivité qu'en création d'emplois. C'est pourquoi des pôles technologiques, des pépinières et des parcs scientifiques ont été créés dans de nombreux pays dans le but de stimuler la croissance d'entreprises à forte croissance.

² Des réunions d'examen par les pairs se sont tenues avec les organismes des Nations Unies et des membres de Global Summit of Entrepreneurial Educators, Swansea, juin 2014.

³ OIT, *Tendances mondiales de l'emploi 2014 : Vers une reprise sans création d'emplois?* (Genève, 2014).

⁴ Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et OIT, *Les petites entreprises sont-elles toujours les meilleures? Revue de la littérature sur les récentes recherches empiriques relatives à la contribution des PME à la création d'emplois* (Eschborn, Allemagne, Agence allemande de coopération internationale, 2013).

Figure I
Moyenne de la création d'emplois des entreprises (par taille) dans les pays en développement



Source : CNUCED, à partir des données de Jelena Djordjevic (2012), « Why becoming large matters: how scalable, high-growth entrepreneurs can help solve the jobs crisis », Endeavor Insight, 2012.

8. Les entreprises informelles permettent de s'extraire de la pauvreté. Elles peuvent cependant avoir des répercussions négatives sur le développement durable. En effet, elles posent des problèmes de collecte d'impôts, ce qui limite sérieusement leur contribution à la croissance économique, mais elles ont également des conséquences sociales plus vastes, car les entrepreneurs informels n'ont ni droits de propriété foncière ni filets de sécurité, tels que les droits des travailleurs ou les normes d'hygiène et de sécurité et l'assurance applicable⁵.

9. La possibilité qu'a une entreprise de créer des emplois est déterminée par le type d'entrepreneurs qui dominent dans l'économie; il s'agit de savoir s'ils sont poussés par la nécessité (devenir entrepreneur pour échapper au chômage) ou s'ils sont poussés par les possibilités offertes (devenir entrepreneur pour faire face aux besoins de l'économie)⁶. Les entreprises qui sont poussées par les possibilités qu'offre le marché enregistrent plus de ventes par travailleur et ont les moyens de créer des emplois stables et durables, par opposition aux entreprises poussées par la nécessité. L'entrepreneuriat reposant sur les possibilités offertes peut améliorer les perspectives de carrière des jeunes et leur indépendance financière. Il existe d'énormes possibilités inexploitées de création d'emplois formels et décents qui transformeraient les entrepreneurs poussés par la nécessité en entrepreneurs poussés par les possibilités qu'offre le marché. Certaines initiatives en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes, extraites de la base de données de la CNUCED sont présentées à l'encadré 1.

⁵ Bureau international du Travail, « La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle », rapport V (1), Conférence internationale du Travail, cent troisième session, 2014.

⁶ Voir Global Entrepreneurship Monitor, à l'adresse www.gemconsortium.org.

Encadré 1

Initiatives mondiales en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes

Dans les pays où la population active est très jeune, le marché du travail officiel ne peut offrir de possibilités à tous. Les autorités s'efforcent de promouvoir et de stimuler l'entrepreneuriat des jeunes en instituant l'apprentissage par l'expérience dans les programmes scolaires, en favorisant la mise en réseau et le mentorat, et en encourageant l'échange d'informations et l'apprentissage par les pairs (voir, par exemple, www.erasmus-entreprenurs.eu). Quelques exemples d'initiatives mondiales en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes sont présentés ci-dessous :

- La Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, de la fondation Kaufman, implantée dans 140 pays, aide les jeunes à exploiter le potentiel qu'ils ont de se lancer seuls et de devenir des innovateurs;
- Youth Business International, réseau mondial d'initiatives à but non lucratif opérant dans plus de 40 pays, aide les jeunes à démarrer et à développer leur entreprise. En 2013, ses membres ont aidé 14 406 jeunes à démarrer une entreprise et ont formé 200 000 jeunes;
- Child and Youth Finance International vise à autonomiser les jeunes partout dans le monde en augmentant leurs capacités financières et en améliorant leur accès à des services financiers appropriés. En 2013, plus de 3 millions de jeunes de 118 pays ont participé à la Global Money Week;
- Junior Achievement est l'organisation de jeunes à but non lucratif la plus importante au monde qui prépare les jeunes à la population active, à l'entrepreneuriat et aux questions financières. En 2013, grâce à son réseau de 382 637 volontaires, elle a dispensé 403 849 cours à 9 866 143 étudiants dans le monde;
- Le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes a pour objectif de renforcer l'efficacité de l'Organisation dans ce domaine en resserrant la collaboration et les échanges entre toutes ses entités compétentes;
- Le programme Emploi productif pour les jeunes, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), aide les jeunes entrepreneurs à analyser les marchés et les chaînes de valeur qui présentent de fortes potentialités;
- Le Réseau pour l'emploi des jeunes, de l'Organisation internationale du Travail, noue des liens entre les agences de développement, les pouvoirs publics, le secteur privé, les groupes de jeunes et les organisations non gouvernementales afin d'offrir de meilleures possibilités d'emploi à la jeunesse. Il a formé plus de 1 500 représentants de jeunes pour plaider en faveur de leur emploi;
- La CNUCED, en collaboration avec le Commonwealth, élabore un cadre général relatif à l'entrepreneuriat des jeunes, qui vise à appuyer les décideurs dans l'élaboration de politiques et programmes d'entrepreneuriat relatifs aux jeunes.

10. Les entreprises sociales et les coopératives, qui poursuivent des objectifs de viabilité économique et des objectifs sociaux, peuvent viser des objectifs de développement durable consistant à réduire les inégalités, renforcer la cohésion sociale et faire face aux problèmes environnementaux tout en demeurant financièrement viables⁷. Les pouvoirs publics prennent des mesures tendant à favoriser l'entrepreneuriat social et l'écoentreprise, notamment en reconnaissant formellement les entreprises sociales et en leur conférant un statut juridique.

11. L'égalité hommes-femmes est au centre du développement durable. Les pouvoirs publics intègrent de plus en plus l'entrepreneuriat féminin dans les stratégies de développement durable par souci d'équité sociale et parce que cela relève du bon sens économique⁸. Selon la Banque mondiale, lever les obstacles que rencontrent les femmes entrepreneurs pourrait produire d'importants avantages économiques, tels qu'ajouter un à deux points de pourcentage à la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) de nombreux pays⁹. Certaines initiatives des Nations Unies en faveur de l'entrepreneuriat féminin, extraites de la base de données de la CNUCED sont présentées à l'encadré 2.

Encadré 2

Initiatives des Nations Unies en faveur de l'entrepreneuriat féminin

Les initiatives du système des Nations Unies visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin sont notamment les suivantes :

- L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a créé un portail mondial de connaissances sur l'autonomisation économique des femmes (www.empowerwomen.org) qui vise aussi à renforcer la compétitivité des femmes entrepreneurs;
- L'Organisation internationale du Travail, par son Programme de développement de l'entrepreneuriat féminin, aide les femmes à démarrer, à officialiser et à développer leur entreprise et tient compte des questions d'égalité des sexes dans ses activités;
- La Plateforme mondiale d'action pour l'approvisionnement auprès des fournisseurs et prestataires femmes du Centre du commerce international vise à augmenter la part des entreprises, des gouvernements et des achats institutionnels garantis par les fournisseurs femmes en les reliant à des réseaux internationaux;

⁷ Voir Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, « Social and solidarity economy and the challenge of sustainable development », note d'information de l'Équipe spéciale interinstitutions sur l'économie sociale solidaire, juin 2014.

⁸ Linda Mayoux, « Gender mainstreaming in value chain development: experience with gender action learning systems in Uganda », *Enterprise Development and Microfinance*, vol. 23, n° 4 (2012).

⁹ Voir the World Bank, women, business and the law website, à l'adresse <http://wbl.worldbank.org>.

- Le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Kenya dispense aux femmes entrepreneurs un programme de formation sur la croissance économique pour tous, dans le domaine de l'entrepreneuriat, de la production et des compétences de gestion, tandis que son initiative sur les femmes d'affaires et l'investissement leur propose des microfinancements;
- La CNUCED récompense tous les deux ans des femmes entrepreneurs du réseau Empretec en leur attribuant le prix de la femme chef d'entreprise. De plus, en intégrant la parité hommes-femmes dans les politiques commerciales et d'investissement, elle autonomise les femmes entrepreneurs grâce aux technologies de l'information et des communications;
- L'ONUDI a mis au point des programmes d'appui au renforcement des capacités en vue du développement industriel durable, qui soutiennent l'entrepreneuriat féminin dans les secteurs de l'industrie alimentaire, du textile, des conserveries de poissons et de l'artisanat.

12. Le développement de l'esprit d'entreprise et des petites et moyennes entreprises apporte une capacité d'absorption de l'investissement dont on a grand besoin et constitue un élément indispensable de la réalisation du développement durable. Mobiliser l'investissement en vue du développement durable demeure un grand défi pour beaucoup de pays en développement, en particulier les pays les moins avancés. Le financement du développement étant constamment déficitaire dans ces pays, l'investissement étranger peut compléter l'investissement intérieur. Le cadre de politique de l'investissement pour un développement durable donne aux décideurs des orientations sur la manière d'adapter les politiques d'investissement afin d'obtenir des résultats qui favorisent le développement durable et la croissance pour tous.

III. Initiatives qui contribuent à l'entrepreneuriat au service du développement

13. L'entrepreneuriat est déjà un élément essentiel des programmes des gouvernements. Toutefois, la formulation des politiques est une activité complexe qui manque souvent de cohérence et fait l'objet de fréquents changements sur de courtes périodes. Les travaux de recherche et d'analyse menés par la CNUCED ont montré que souvent, les politiques d'entrepreneuriat ne tiennent pas compte de certains domaines thématiques qui ont une incidence sur la question, sous-estimant l'effet qu'un engorgement dans un domaine a sur tous les autres.

14. Il importe de définir des politiques d'entrepreneuriat qui soient conformes aux stratégies économiques et aux objectifs de développement d'ensemble d'un pays. Nombre de politiques macroéconomiques, sociales et du travail notamment, ont des effets sur l'entrepreneuriat et sur les petites et moyennes entreprises, même si elles ne portent pas précisément sur elles. Pour garantir la cohérence et la cohésion des politiques, il faut recenser celles qui ont une incidence sur la promotion de l'entrepreneuriat.

15. Une approche pangouvernementale, caractérisée par un solide engagement au niveau ministériel et par la coordination des différents ministères, en partenariat avec le secteur privé et d'autres parties prenantes de la société civile, y compris les milieux universitaires, des organisations non gouvernementales et des associations locales est souhaitable. Les associations professionnelles et les institutions publiques qui sont au service de petites et moyennes entreprises (telles que les institutions d'appui au commerce ou à l'investissement) jouent un rôle important à cet égard car elles permettent aux entrepreneurs d'échanger et d'agir de façon collective.

16. La CNUCED a mis au point un cadre directeur pour l'entrepreneuriat et des directives relatives à sa mise en œuvre. Le but premier était de contribuer à un développement sans exclusion et durable dans les pays en développement et les économies en transition (voir encadré 3). Le développement durable est intégré dans chacun des domaines du cadre directeur. La CNUCED a recensé six domaines prioritaires : a) la formulation d'une stratégie nationale de l'entrepreneuriat; b) l'optimisation du cadre réglementaire; c) le renforcement de l'éducation et de la formation à l'entrepreneuriat; d) la facilitation de l'échange de technologies et de l'innovation; e) l'amélioration de l'accès au financement; f) la promotion des activités d'information et de réseautage.

17. La section suivante contient une description de plusieurs initiatives menées en faveur de l'application de la résolution 67/202, par domaine, qui donnent des exemples de bonnes pratiques. Une étude de cas détaillée donnant un aperçu de nombre de ces initiatives est disponible à l'adresse suivante : www.unctad.org/epf.

A. Formulation d'une stratégie entrepreneuriale nationale

18. Les stratégies entrepreneuriales nationales doivent être adaptées aux conditions propres à chaque pays. Il importe donc de préciser de quelle manière l'entrepreneuriat doit contribuer aux objectifs de développement nationaux et dans quels domaines les politiques devraient intervenir pour atteindre ces objectifs. La question de savoir quelles sont les mesures les plus appropriées dépend du niveau d'entrepreneuriat existant dans un pays donné, de ses caractéristiques structurelles et de ses objectifs de développement durable.

19. L'ampleur du soutien public nécessaire dépend des types d'entrepreneuriat prévalant dans un pays. Dans les pays en développement, le secteur privé est souvent fortement segmenté, le secteur non structuré de l'économie occupant une place importante. Les stratégies nécessaires sont différentes selon le positionnement de l'entreprise. D'un côté, il peut s'avérer nécessaire d'encourager les nouvelles entreprises qui explorent des notions commerciales et des marchés nouveaux pour le pays, augmentant ainsi l'éventail d'options commerciales pour d'autres investisseurs. De l'autre, de nouvelles perspectives commerciales doivent être explorées qui soient accessibles aux pauvres et aux travailleurs non qualifiés. Des programmes d'entrepreneuriat pour l'emploi des femmes et des jeunes et pour les zones rurales peuvent revêtir une importance stratégique.

20. Des directives et des stratégies en matière d'entrepreneuriat ont été élaborées pour améliorer la formulation des politiques. Des initiatives au niveau provincial, étatique, municipal et urbain ont été menées dans plusieurs pays. Au niveau régional, des pays ont poursuivi des initiatives communes visant à mettre en place des zones

économiques transfrontalières soutenant des réseaux d'entrepreneurs. On trouvera à titre indicatif une liste de politiques d'entrepreneuriat menées aux niveaux régional, national et infranational/local :

- Niveau régional
 - Plan d'action de l'Union européenne « Entrepreneuriat 2020 »
 - Stratégie d'entrepreneuriat du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) « SICA Emprende », 2014
 - Stratégie du Groupe de la Banque africaine de développement sur l'entrepreneuriat en Afrique en tant que pilier du développement du secteur privé, 2013-2022
 - Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), plan de développement des petites et moyennes entreprises, 2010-2014 (comprend un chapitre sur l'entrepreneuriat)
- Niveau national
 - République dominicaine, stratégie nationale d'entrepreneuriat, 2014
 - Afrique du Sud, stratégie de développement de l'entrepreneuriat pour les jeunes, 2013
 - Espagne, loi visant à appuyer les chefs d'entreprise et à encourager leur internationalisation, 2013
 - Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (pays de Galles), stratégie d'entrepreneuriat pour les jeunes, 2010-2015
 - Costa Rica, politique nationale d'entrepreneuriat, Costa Rica Emprende, 2010-2014
 - Colombie, politique d'entrepreneuriat nationale et stratégie nationale pour l'entrepreneuriat, 2009
- Niveau infranational/local
 - Région de Murcie (Espagne), plan d'action pour l'entrepreneuriat et initiative Municipio Emprendedor (municipalité entrepreneuriale), 2014
 - Ville de Medellín (Colombie), plan stratégique pour l'entrepreneuriat dans la région d'Antioquia
 - Suisse occidentale, plan d'innovation et d'entrepreneuriat, 2012
 - Québec (Canada), stratégie d'entrepreneuriat, 2011
 - Ville de Johannesburg (Afrique du Sud), cadre stratégique et politique d'entrepreneuriat pour les jeunes, 2009

21. Une stratégie sans exclusive et coordonnée de promotion de l'entrepreneuriat devrait associer toutes les parties prenantes dès le début du processus d'élaboration des politiques. Certains gouvernements ont engagé un dialogue politique avec des organisations non gouvernementales, le secteur privé et des organismes de développement, y compris l'Organisation des Nations Unies, de façon à garantir la représentation des intérêts de tous, y compris ceux des microentreprises et des petites et moyennes entreprises. En vue de renforcer leurs capacités productives

locales et de saisir les possibilités offertes par le développement de la libéralisation des échanges et de la mondialisation, plusieurs pays dont le Costa Rica, la République dominicaine, le Nigéria et Singapour ont adopté une approche globale concernant l'élaboration des politiques d'entrepreneuriat. Il en est résulté une stratégie politique cohérente faisant le lien entre différents domaines de développement du secteur privé, y compris la politique industrielle, la promotion des investissements, la facilitation des échanges commerciaux, la promotion des exportations, la promotion des petites et moyennes entreprises et la politique budgétaire. Pour en favoriser l'application, ils ont mis en place des centres de développement de l'entrepreneuriat chargés d'aider les chefs d'entreprise par des manifestations, des informations et des conseils, parfois sur la création de petites et moyennes entreprises et/ou la promotion de l'investissement.

22. Les programmes destinés à appuyer l'entrepreneuriat concernent notamment :

- **Développement des écosystèmes.** *Le Babson Entrepreneurship Ecosystem Project* à Boston appuie l'établissement d'écosystèmes de grande envergure associant des initiatives du secteur privé au développement local. Le projet a contribué au développement économique de la ville de Manizales, en Colombie;
- **Développement des entreprises à forte croissance.** *Endeavor* permet d'identifier les entreprises des marchés émergents qui connaissent une forte croissance et met au point des instruments de politique générale et de renforcement des capacités pour les aider. *Endeavor* a établi l'observatoire de l'entrepreneuriat au Brésil, qui définit des villes entrepreneuriales de référence;
- **Démarrage.** La Fondation *Ewing Marion Kauffman* encourage les États-Unis et d'autres pays à adopter des réformes politiques dans le domaine de l'entrepreneuriat. Elle aide aussi des pays à revoir leur politique en la matière. Elle a par exemple aidé l'Inde par le biais de son *Entrepreneurship Policy Digest*.
- **Cadre directeur de la CNUCED pour l'entrepreneuriat et directives relatives à sa mise en œuvre** (encadré 3).

Encadré 3

Mise en œuvre du cadre directeur de la CNUCED pour l'entrepreneuriat dans des pays choisis

Depuis son lancement en avril 2012, la CNUCED a aidé les pays suivants :

Brésil. Le Gouvernement fédéral, avec l'aide d'*Endeavor Brazil* et du service brésilien d'aide aux micro et petites entreprises, a défini 11 domaines d'intervention. Un projet de politique nationale fondé en partie sur le cadre directeur de la CNUCED pour l'entrepreneuriat est à l'examen;

Ghana. Avec l'aide de la CNUCED, le Gouvernement ghanéen élabore actuellement une politique sur l'entrepreneuriat et les petites et moyennes entreprises, qui tient compte des enseignements tirés de l'expérience;

Équateur. L'Alliance pour l'entrepreneuriat et l'innovation, qui est un partenariat entre le secteur public et le secteur privé, dirige l'élaboration de la stratégie d'entrepreneuriat équatorienne. Le cabinet du vice-président et la Commission du développement économique appuient l'initiative. La CNUCED a fourni un appui technique;

Nigéria. Le Gouvernement nigérian a révisé sa politique nationale sur les petites et moyennes entreprises et sa stratégie d'entrepreneuriat à la suite d'une procédure d'examen conduite par le Ministre fédéral du commerce et des investissements. La politique tient compte des recommandations formulées par la CNUCED;

Panama. À l'issue du forum sur la politique d'entrepreneuriat organisé en mai 2012 par la CNUCED en collaboration avec la Banque latino-américaine de développement, *Ciudad del Saber* et *Empretec Panama*, 11 recommandations ont été formulées en matière de politiques d'entrepreneuriat, qui concernent trois grands domaines;

Zimbabwe. Les parties prenantes ont demandé au Ministère de la planification économique et de la promotion des investissements de soutenir le développement de la politique entrepreneuriale avec l'aide de la CNUCED et d'Empretec Zimbabwe et l'appui des partenaires de financement.

23. Parmi les politiques de développement locales et régionales, on peut mentionner les suivantes :

- Dans son *Small Business Act* pour l'Europe, l'Union européenne a introduit le principe du « Think Small First » dans l'élaboration des politiques et le plan d'action « Entrepreneuriat 2020 » afin de promouvoir la croissance des petites et moyennes entreprises. Le document a entraîné des modifications dans la passation des marchés en faveur des petites et moyennes entreprises et des principes du développement durable, et a favorisé la création de réseaux régionaux tels que le *South-East European Centre for Entrepreneurial Learning*;
- Le programme Développement économique et création d'emplois locaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) vise à contribuer à la création d'emplois de meilleure qualité grâce à l'élaboration et à l'application de politiques efficaces et de stratégies intégrées au niveau local. L'OCDE effectue également des études des politiques et aide les pays membres dans la mise en œuvre de ces politiques;
- L'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire a établi des principes clefs pour promouvoir un environnement institutionnel et politique favorable aux coopératives et à d'autres formes d'entreprises sociales.

24. L'adoption d'une approche globale nécessite la participation de nombreux acteurs de différents secteurs. Un des plus grands défis auxquels sont confrontés les décideurs est de mettre en place un mécanisme de suivi et de coordination tout en garantissant la cohérence interne. En 2014, dans une déclaration à la Commission de l'investissement, des entreprises et du développement de la CNUCED, l'ancien

ministre du commerce et de l'industrie du Ghana a noté que pour qu'une politique d'entrepreneuriat en faveur des petites et moyennes entreprises soit couronnée de succès, il fallait qu'elle soit appliquée de manière coordonnée et conformément au programme de développement du pays. À la même occasion, le Président de l'Assemblée nationale de l'Équateur a réaffirmé que les initiatives visant à favoriser l'entrepreneuriat et l'innovation exigeaient une action coordonnée entre les secteurs public et privé, qui devaient être co-responsables.

25. La dernière étape de la mise en œuvre des politiques d'entrepreneuriat consiste en l'élaboration d'indicateurs permettant d'évaluer le succès des politiques mises en place et de mesurer les résultats obtenus concernant la réalisation des objectifs politiques prévus. Plusieurs organisations régionales et internationales ont mis au point des indicateurs de ce type. Cependant, des progrès restent à faire concernant leur application et leurs répercussions¹⁰.

B. Optimisation du cadre réglementaire

26. Il faut un environnement qui permette au chef d'entreprise de créer, d'exploiter, de gérer et, si nécessaire, de fermer une entreprise dans un environnement où le respect des lois sur la gestion des entreprises et des procédures d'octroi de licences et d'enregistrement est garanti et la protection des biens matériels et de la propriété intellectuelle est assurée. Le cadre réglementaire devrait permettre aux particuliers de créer leur propre entreprise, de tester de nouvelles idées commerciales et de prendre des risques calculés. Il devrait aussi réduire au minimum requis les formalités administratives pour appuyer les politiques publiques et les objectifs de développement durable.

27. Ces derniers temps, les gouvernements ont mis l'accent sur les réformes commerciales. En 2011/12, 108 économies ont mis en œuvre 201 réformes réglementaires, de sorte qu'il est désormais plus facile de faire des affaires. Les réformes entreprises par les pays ont, à l'échelle mondiale, facilité la création de nouvelles entreprises, amélioré l'efficacité de l'administration fiscale et renforcé les échanges commerciaux transfrontaliers. Quarante-quatre pour cent de ces réformes ont porté sur ces trois domaines d'action uniquement¹¹. Pour tirer le meilleur parti du cadre réglementaire, il faut des institutions politiques démocratiques, des entités privées et publiques transparentes et responsables, des mesures de lutte contre la corruption efficaces et de bonnes pratiques de gouvernance des entreprises.

28. Les mesures d'appui spéciales pour les nouvelles entreprises en général et les entrepreneurs sociaux en particulier vont de pressions budgétaires réduites à un appui administratif et des mesures d'incitation destinées à promouvoir les activités ayant une utilité sociale particulière. En Pologne par exemple, les coopératives sociales ont un statut particulier et bénéficient d'incitations budgétaires. D'autres pays, parmi lesquels l'Italie et les États-Unis d'Amérique, offrent des avantages fiscaux à toutes les nouvelles entreprises. Un autre domaine digne d'attention est l'intégration de ces entreprises dans le secteur structuré de l'économie. Pour faciliter la transition, le système de la taxe unique a été créé en Argentine, en

¹⁰ Voir OCDE, *Measuring Entrepreneurship: A Digest of Indicators* (Paris, 2008).

¹¹ Banque mondiale, *Doing Business 2014 : Comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises*, 11^e éd. (Washington, 2013).

remplacement de la taxe sur la valeur ajoutée pour les microentreprises. Depuis sa création, le nombre de contribuables a augmenté¹². En Colombie, la loi n° 1429 sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle et la création d'emplois a offert des incitations aux entreprises nouvelles.

29. Le renforcement et la consolidation des cadres réglementaires peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de la responsabilité sociale des entreprises. Le respect des lois et règlements applicables est une composante essentielle de la responsabilité sociale des entreprises. De plus, un certain nombre d'initiatives volontaires peuvent être développées dans les prochains cadres réglementaires.

30. Les petites et moyennes entreprises intégrées dans des chaînes de valeur mondiales des grandes sociétés transnationales doivent répondre aux attentes de leurs clients pour ce qui est de la responsabilité sociale des entreprises, ce qui peut impliquer des inspections et des mesures correctives¹³. À défaut, elles risquent d'être exclues des chaînes d'approvisionnement internationales. Les cadres réglementaires peuvent donc être utilement complétés par des programmes de renforcement des capacités en vue de promouvoir le respect des réglementations et des bonnes pratiques dans les petites et moyennes entreprises.

31. Les petites et moyennes entreprises mènent leurs activités dans un monde de plus en plus intégré et sont donc concernées par le cadre réglementaire national mais aussi par les accords multilatéraux et internationaux. Le commerce joue un rôle important en renforçant les capacités des entreprises et en leur offrant de nouveaux marchés sur lesquels se développer et prendre de l'ampleur. Un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable est donc essentiel.

32. Si les obstacles ne sont pas levés, les petites et moyennes entreprises risquent de ne pas tirer profit du commerce international. Il a été souligné à la neuvième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Bali (Indonésie) en 2013, que les tracasseries administratives et les faiblesses dans l'administration des douanes et des transports faisaient davantage obstacle aux échanges commerciaux que les droits de douane. Pour régler ce problème, l'Accord sur la facilitation des échanges conclu à Bali contient des mesures destinées à améliorer l'assistance et l'appui au renforcement des capacités dans les pays en développement. Des programmes spéciaux ont été conçus pour répondre aux besoins des femmes, des jeunes et des microentreprises dans les zones rurales. La CNUCED a notamment mis au point un programme visant à évaluer les incidences, pour les hommes et les femmes, de la libéralisation des échanges commerciaux dans des pays donnés et à fournir une assistance technique¹⁴.

33. Les institutions publiques et privées qui font office d'intermédiaire entre les petites et moyennes entreprises et les intervenants régionaux, nationaux et mondiaux jouent un rôle important dans la promotion des réformes politiques. Plusieurs organisations internationales travaillent en étroite collaboration avec les intervenants à cet égard :

¹² Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement et OIT, « *Enterprise formalization: fact or fiction?* », Eschborn (Allemagne), Agence allemande de coopération internationale, 2014.

¹³ Voir CNUCED, *Corporate Social Responsibility in Global Value Chains*, 2012.

¹⁴ Voir <http://unctad.org/en/Pages/DITC/Gender-and-Trade/Trade-Gender-and-Development.aspx>.

- Le Forum mondial « Réinventer l'État » s'emploie, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, à garantir une administration publique transparente et responsable dans les pays en développement;
- Le système de réglementation en ligne de la CNUCED aide les pays en développement et les pays en transition à faciliter les échanges commerciaux grâce à la transparence, la simplification et l'automatisation des règles et procédures relatives à la création et l'exploitation d'entreprises. Depuis 2005, le programme de réglementation en ligne a été mis en place dans 26 pays;
- L'unité de l'ONUDI pour la compétitivité de l'activité commerciale et la mise à niveau offre une assistance et des conseils aux gouvernements et aux entreprises sur la mise en place de méthodes prévisionnelles et l'application de stratégies de développement industriel sur le long terme;
- Le Département des entreprises de l'OIT s'efforce d'établir un environnement favorable aux entreprises durables en définissant des politiques et des règlements qui contribuent à la création et la croissance d'entreprises durables et en fournissant une assistance technique pour l'amélioration des chaînes de valeur régionale et mondiale;
- L'indicateur « Facilité de faire des affaires » et les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale recensent les règlements qui ont des incidences directes sur les entreprises, ce qui met en évidence leurs incidences sur la croissance économique;
- Le Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise donne des directives pour aider les organismes de développement à élaborer des réformes du climat commercial dans les pays en développement;
- Le programme de gouvernance de l'OCDE pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord vise à moderniser la gouvernance publique au moyen d'un dialogue entre les spécialistes de l'élaboration des politiques de la région et les pays membres de l'OCDE;
- Le Centre du commerce international permet aux organismes de promotion du commerce de recenser leurs points forts et leurs faiblesses en offrant une plateforme d'apprentissage pour promouvoir les exportations des petites et moyennes entreprises;
- Le Forum économique mondial tient une session sur la gouvernance en vue d'élaborer un cadre réglementaire optimal pour une croissance économique durable.

C. Améliorer l'enseignement de l'entrepreneuriat et la formation à l'esprit d'entreprise

34. L'enseignement de l'entrepreneuriat couvre un vaste éventail d'activités de formation destinées à définir et inculquer l'esprit d'entreprise et à fournir les outils appropriés pour créer et développer une entreprise et assurer sa viabilité. Lors du débat thématique de haut niveau sur l'entrepreneuriat au service du développement, organisé le 26 juin 2013 par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-septième session, on a souligné l'importance d'un enseignement de qualité en la matière.

35. L'entrepreneur doit posséder certaines qualités (compétences non techniques), comme la persévérance, l'aptitude à se créer des réseaux et la confiance en soi, et, d'autre part, certaines connaissances de base (compétences techniques), notamment en matière de création d'entreprise, d'établissement de plan d'entreprise, de comptabilité et d'encadrement. Les politiques et les programmes de formation à l'entrepreneuriat efficaces cherchent à développer ces compétences et ces connaissances, lesquelles sont transférables et utiles dans de nombreux milieux de travail. L'objectif est non seulement de renforcer chez un nombre croissant de personnes la capacité et l'envie de créer sa propre entreprise, mais aussi de développer une culture entrepreneuriale. Selon le Cadre directeur pour l'entrepreneuriat de la CNUCED, il est indispensable pour atteindre ces buts de fixer les priorités suivantes : a) intégrer l'enseignement de l'entrepreneuriat dans l'enseignement scolaire et non scolaire; b) élaborer des programmes d'études adaptés; c) former les enseignants; enfin, d) établir des partenariats avec le secteur privé.

36. Dans de nombreux pays, l'enseignement de l'entrepreneuriat ne fait généralement pas partie de l'enseignement de base dispensé dans les établissements scolaires. Or cet enseignement est plus efficace lorsqu'il est intégré au système scolaire que lorsqu'il est dispensé dans le cadre de formations en milieu communautaire ou rural ou de formations pour apprentis¹⁵.

37. L'enseignement de l'entrepreneuriat est également plus efficace lorsqu'il commence tôt dans la scolarité des enfants. Le Brésil illustre la façon dont on peut intégrer l'entrepreneuriat aux programmes d'études de l'enseignement scolaire¹⁶. Le programme mis en œuvre dans 126 villes est suivi par 340 000 élèves du primaire et du secondaire. Intégrer l'enseignement de l'entrepreneuriat dans le système éducatif national peut se faire en coordonnant l'action du ministère de l'éducation avec celle des autres ministères, avec la participation des parties intéressées, des entreprises, des organisations non gouvernementales, des fondations et des organisations internationales. Plusieurs programmes des Nations Unies portent sur l'enseignement de l'entrepreneuriat, notamment les suivants :

- Le programme de formation « Tout savoir sur l'entreprise » de l'OIT s'adresse aux enseignants de l'enseignement secondaire et supérieur et aux formateurs des centres de formation professionnelle, les bénéficiaires finals étant les élèves de 15 à 18 ans. Ce programme de 120 heures de cours peut également être proposé aux enseignants de l'enseignement technique supérieur et aux professionnels chargés de la promotion de l'entreprise;
- Le programme de certification de conseillers en commerce de l'ITC renforce les capacités des institutions d'aide au commerce dans le domaine de la conception et de l'application des programmes de gestion des exportations et d'assistance directe aux petites et moyennes entreprises;
- Le programme Empretec de la CNUCED, qui est exécuté dans 36 pays depuis 1988, propose une approche comportementale de l'entrepreneuriat, forme les formateurs locaux et conçoit les services de développement d'entreprises qui sont fournis dans les centres d'entrepreneuriat locaux;

¹⁵ Voir Alicia Coduras Martinez *et al.*, A Global Perspective on Entrepreneurship Education and Training, *Global Entrepreneurship Monitor Special Report, 2010*.

¹⁶ Voir <http://portal.starta.com.br>.

- L'initiative en faveur de l'éducation au service du développement durable de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) contribue à la gestion durable de l'environnement en vue d'améliorer les moyens de subsistance;
- Le programme d'initiation à l'entrepreneuriat de l'ONUDI offre des cours de formation à l'entrepreneuriat aux élèves et étudiants des établissements d'enseignement secondaire, technique et universitaire;
- L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) élabore et met en œuvre des programmes de formation à l'entrepreneuriat participatifs à l'intention des jeunes diplômés, établit des référentiels de compétences spécifiques, intègre l'apprentissage et la formation aux stratégies de développement et promeut la collaboration intersectorielle;
- Le Réseau des villes apprenantes de l'UNESCO mobilise les villes en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie et consacre une part de ses travaux à promouvoir la formation à l'entrepreneuriat. La Conférence internationale sur les villes apprenantes, qui s'est tenue à Beijing en 2013, a réuni les représentants de plus de 1 000 grandes villes et adopté la Déclaration de Beijing sur la création des villes apprenantes.

38. Au niveau national, des organismes élaborent également des programmes d'enseignement visant à permettre aux étudiants d'acquérir les comportements, les compétences, les qualités et les façons de penser qui sont ceux d'un entrepreneur. Au Royaume-Uni, par exemple, l'organisme chargé de garantir la qualité de l'enseignement supérieur conseille les services pédagogiques qui élaborent les programmes d'études en entrepreneuriat. En Inde, l'Institut national pour la promotion de l'entrepreneuriat et le développement des petites entreprises organise aux niveaux national et international des programmes de formation dans différents domaines et disciplines.

39. L'un des principaux obstacles à l'enseignement en entrepreneuriat est le manque de collaboration entre les acteurs privés et publics. L'expérience montre que la formation technique ne permet pas à elle seule d'obtenir de bons résultats, sauf si elle bénéficie du soutien adapté des entreprises. Pour que l'enseignement en entrepreneuriat porte ses fruits, une implication et une participation efficaces du secteur privé sont indispensables. Elles permettront d'assurer un meilleur accès à cet enseignement, grâce aux technologies et aux moyens de communication, et d'atteindre ainsi un public plus large. À titre d'exemple, l'ONUDI a établi des partenariats avec Hewlett-Packard et Microsoft. Microsoft, Cisco et Intel, trois grands acteurs du secteur de l'informatique et des télécommunications, ont élaboré un programme d'enseignement sur l'entrepreneuriat téléchargeable. De nombreux concours mondiaux portant sur des projets d'informatique et de télécommunications s'adressent aux étudiants et aux établissements d'enseignement. Le Centre Disney Entrepreneur fournit des outils en ligne, en collaboration avec la Fondation Kauffman et le programme Google for Entrepreneurs. La société multinationale de boissons SABMiller soutient le programme KickStart en vue d'aider les jeunes du Botswana à créer ou à développer leur entreprise. Plusieurs initiatives soutenues par le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la CNUCED et l'ONUDI visent à encourager la création d'entreprises dans le secteur agricole. L'enseignement et la formation techniques et professionnels, ainsi que des

programmes de reprise d'études, peuvent favoriser l'emploi des groupes marginalisés et permettre aux jeunes de trouver un travail dans les emplois verts. Le Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels s'emploie à développer et à renforcer ce type de formation partout dans le monde et gère le Réseau de l'UNESCO pour l'enseignement technique et professionnel (UNEVOC).

40. La formation professionnelle, la reconnaissance et la rémunération des enseignants en entrepreneuriat constituent un autre sujet de préoccupation. Dans le concordat publié lors de la Conférence internationale des enseignants en entrepreneuriat de 2010, figuraient cinq domaines d'action principaux : intégration et voies à suivre; renforcement du soutien et de l'encadrement; mesures d'évaluation et priorités de financement; amélioration des directives sur les questions de qualité; évaluation, reconnaissance et rémunération.

41. Plusieurs pays ont créé des groupes d'assurance de la qualité et adopté des stratégies pour la formation initiale et continue des enseignants en entrepreneuriat. C'est ainsi que :

- Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, plus de 3 600 enseignants des trois niveaux de l'enseignement scolaire ont été formés;
- En Indonésie, le Centre Ciputra en faveur du progrès de l'entrepreneuriat propose des services de mentorat et d'accompagnement personnalisé aux enseignants;
- Au Royaume-Uni, le réseau Enterprise Educators diffuse les savoirs auprès des enseignants. L'organisme national chargé de garantir la qualité des programmes a élaboré des directives en collaboration avec ce réseau.

42. Il ressort d'une évaluation des programmes de renforcement des capacités offerts par les organismes des Nations Unies, dont le programme Empretec de la CNUCED et le programme « Gérez mieux votre entreprise » de l'OIT, que les activités de formation visant à améliorer les compétences, les comportements et les façons de penser des entrepreneurs, si elles s'accompagnent d'un accès au financement, obtiennent de très bons résultats. Ainsi, dans les 12 mois qui ont suivi leur formation, les chefs d'entreprise ayant bénéficié du programme Empretec ont créé de nouveaux emplois, quadruplant, dans certains cas, leurs effectifs. Selon la CNUCED, les bénéficiaires des programmes de liens interentreprises en République-Unie de Tanzanie et en Zambie ont créé des emplois et vu une augmentation de leurs contrats, de leur chiffre d'affaires et de leur clientèle. Les emplois ont augmenté en moyenne de 14 % en République-Unie de Tanzanie et de 38 % en Zambie.

43. Pour pouvoir à l'avenir établir des politiques dans ce domaine, il importe de produire des données complètes et comparables afin de mesurer les progrès accomplis, en collaboration avec les administrations nationales, régionales et locales qui jouent un rôle essentiel auprès des populations.

D. Faciliter la diffusion des technologies et l'innovation

44. La technologie et l'innovation, tout en permettant de remédier à de nombreuses difficultés de développement, ont toutefois créé de nouveaux problèmes,

comme l'a fait observer le Secrétaire général dans son rapport sur la mise en œuvre d'Action 21 (A/68/321). À des degrés divers, toutes les technologies sont susceptibles de consommer des ressources, de mobiliser des terres, de produire des déchets toxiques et de polluer l'environnement. Malgré les efforts déployés aux niveaux national et international, les politiques en matière de diffusion de technologies et d'innovation n'ont pas atteint les objectifs fixés en ce qui concerne l'écocoefficacité et la croissance en faveur des pauvres. En élaborant et en mettant en œuvre des politiques d'innovation qui prennent davantage en compte tous les secteurs de la société et respectent davantage l'environnement, l'on peut contribuer à instaurer un mode de développement plus équitable et plus durable et faire profiter les pauvres des retombées de la technologie et de l'innovation.

45. Les projets dans des domaines tels que le logement social, l'assainissement de l'eau dans les zones rurales, la gestion des déchets, les soins de santé destinés aux pauvres, le microfinancement dans les régions à faible revenu et la préservation de la diversité biologique ont besoin d'investisseurs désireux de soutenir des activités qui non seulement génèrent des profits mais ont aussi une utilité sociale ou environnementale. Il importe de noter que l'on trouve des entreprises innovantes dans tous les secteurs d'activité, et pas simplement dans les secteurs généralement associés aux percées technologiques et à l'innovation. Selon le rapport sur l'investissement dans le monde de la CNUCED de 2014¹⁷, un développement économique durable passe par l'existence de retombées technologiques et la création de liens avec les entreprises locales, l'échange de technologies et la modernisation de l'industrie, la priorité étant donnée à la promotion de nouveaux modèles de fonctionnement, notamment de chaînes de valeur fondées sur l'innovation et profitant aux pauvres.

46. Dans les chaînes de valeur mondiales, les sociétés transnationales, en s'approvisionnant ou en se procurant des services auprès des fournisseurs locaux, des petits exploitants agricoles, des petits prestataires de services et des commerçants locaux, peuvent offrir aux populations pauvres de nouveaux débouchés. C'est auprès des petits exploitants agricoles que la mise en place de chaînes de valeur profitant aux pauvres produit le plus grand effet. En milieu rural, les initiatives visant à améliorer les chaînes de valeur et à y intégrer davantage d'acteurs peuvent permettre d'augmenter la productivité, les revenus et la sécurité alimentaire¹⁸. L'utilisation des téléphones portables se développe parmi les entrepreneurs ruraux, ce qui favorise l'accès à l'information et aux marchés. Un grand nombre de petites et moyennes entreprises et de coopératives exercent leurs activités dans le domaine des énergies renouvelables, participant à la mise en place d'une économie verte.

47. En vue de promouvoir une croissance durable, les pays peuvent créer des incubateurs d'entreprises sociales. C'est ainsi que :

- En Afrique du Sud, R Labs Innovation Incubator élabore des projets d'entreprises sociales visant à permettre l'enrichissement, la reconstruction et l'autonomisation des populations locales grâce à l'innovation;

¹⁷ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.14.II.D.1.

¹⁸ Voir Field Report n° 18 : « Smallholders and Inclusive Growth in Agricultural Value Chains », United States Agency for International Development and FIELD-Support, 2014.

- Aux Philippines, Asian Social Enterprise Incubator fournit des services complets et des technologies de pointe aux petites entreprises sociales;
- À l'Université de Santa Clara en Californie, dans le contexte du programme Global Social Benefit Institute Accelerator, des entrepreneurs sociaux sont sélectionnés et parrainés par deux cadres de la Silicon Valley qui les aident à développer leur entreprise, à assurer sa viabilité et à obtenir des résultats;
- Le Fonds pour incubateurs Yunus Social Business intervient dans plusieurs pays en développement afin de permettre aux entreprises sociales et entrepreneurs locaux de fournir des services essentiels aux habitants.

48. Afin de promouvoir le développement durable, des groupes d'entreprises technologiques vertes et des parcs technologiques ont également été créés, parallèlement au lancement de « villes vertes ». Les groupes d'entreprises peuvent se constituer autour d'un produit (les entreprises et les entrepreneurs qui interviennent par exemple dans les secteurs des transports verts, des ressources renouvelables ou de l'efficacité énergétique) ou autour d'un mode de production (par exemple, les entreprises et les entrepreneurs qui produisent d'une façon écologiquement et socialement durable). Afin d'accroître l'efficacité de ces initiatives, il convient toutefois d'élaborer une législation visant à protéger la propriété intellectuelle et de mettre sur pied des services administratifs sensibles aux besoins des petites et moyennes entreprises. Un grand nombre de fournisseurs locaux ayant des difficultés à satisfaire aux normes de qualité internationales, de nombreux États, avec l'appui de la communauté des donateurs et des organismes des Nations Unies, financent des programmes de modernisation visant à fournir une assistance technique à faible coût pour l'adoption de pratiques d'assurance de la qualité et à faciliter les liens avec les acheteurs internationaux. Les entreprises, notamment les sociétés transnationales, peuvent également jouer un rôle important dans le cadre de leur responsabilité sociale, le transfert et la diffusion de technologies étant considérés par l'Organisation internationale de normalisation comme relevant de la responsabilité sociale des entreprises (ISO 26000).

E. Améliorer l'accès au financement

49. La crise économique et financière mondiale de 2008 a provoqué un important resserrement du crédit et limité l'accès au financement des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises partout dans le monde. Au lendemain de la crise, les gouvernements ont adopté des mesures d'urgence, telles que l'extension des garanties de crédit pour l'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises. Les décideurs ont par la suite cherché à faire redémarrer la croissance en favorisant l'octroi de prêts à certaines catégories d'entrepreneurs n'ayant pas accès au crédit, comme les femmes¹⁹ et les jeunes²⁰. L'accès au financement est toutefois cité par les entrepreneurs comme leur principal problème²¹. Selon la Société financière internationale (SFI), le montant total des besoins en financement des entrepreneurs des pays en développement qui ne sont pas satisfaits s'élève à 2 000 milliards de

¹⁹ Par exemple, la Banque Mahila Bharatiya nouvellement créée en Inde et les programmes Liya Isuru au Sri Lanka.

²⁰ Paul Vecchiatto, « Industrial Development Corporation agency to boost South African youth entrepreneurship funding », *Business Day* (Afrique du Sud), 7 mai 2013.

²¹ Voir les enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale.

dollars²². En outre, un grand nombre de microentrepreneurs n'ont toujours pas accès aux services financiers traditionnels.

50. Les entreprises sociales se financent généralement à la fois sur le marché, en dehors du marché (subventions publiques et dons privés) et en utilisant des ressources non monétaires (bénévolat). Il convient néanmoins d'aider les entreprises par des investissements dynamiques, tels que les « investissements d'impact », qui peuvent avoir d'importantes retombées sociales tout en ayant une forte rentabilité financière.

51. Face aux difficultés de financement, des services financiers d'un type nouveau permettent aux petites et moyennes entreprises de lever des fonds d'un faible montant directement auprès de petits investisseurs individuels. Il s'agit notamment des services suivants :

- La finance solidaire;
- La philanthropie de risque;
- Les investissements provenant de particuliers;
- Les instruments en fonds propres ou quasi-fonds propres;
- Les marchés de capitaux à des fins éthiques ou sociales;
- Le microcrédit et la microassurance;
- Les transferts d'argent par téléphonie mobile;
- Le financement participatif.

52. Il appartient aux gouvernements de réglementer ces nouveaux dispositifs de financement. Plusieurs États africains ont ainsi commencé à réglementer les transferts d'argent transfrontaliers par téléphonie mobile en vue de les intégrer et de les développer. Un grand nombre de pays envisagent d'adopter une législation sur le financement participatif.

53. L'octroi de garanties et de subventions peut également permettre d'attirer les investissements dans le développement durable. Les fonds d'encouragement se sont révélés être des mécanismes de financement efficaces et souples pour stimuler l'innovation et l'investissement en faveur des pauvres. En Afrique du Sud, le Fonds pour l'emploi (Jobs Fund) participe au financement des projets publics, privés ou portés par les organisations de la société civile qui contribuent sensiblement à la création d'emplois. Les banques publiques ont par ailleurs adopté des systèmes de garantie permettant aux clients sans antécédents financiers et ne possédant pas de biens à apporter en garantie d'avoir accès au crédit. Agrofinanzas, l'initiative d'une banque de dépôts mexicaine, en offre un bon exemple.

54. Un grand nombre d'entrepreneurs dans les pays en développement peuvent bénéficier de programmes ciblés d'éducation financière et de services innovants utilisant des techniques bancaires modernes. Il convient tout particulièrement d'apporter une aide, dans les domaines des technologies vertes et du développement durable, aux entreprises innovantes à forte croissance qui ont souvent besoin de faire appel à des formes diverses de financement, notamment des fonds propres et des fonds de capital-risque. L'ONUDI aide les entreprises à choisir les bons plans de

²² SFI, « Access to credit among micro, small, and medium enterprises », août 2013.

financement, tels que les subventions, les fonds renouvelables et les fonds de garantie²³. Le réseau Child and Youth Finance International veille à ce que les jeunes aient accès aux services financiers et puissent se constituer une épargne, notamment grâce à des comptes bancaires adaptés aux besoins des enfants et des jeunes.

55. D'autres initiatives importantes sont en cours :

- Le Défi pour le financement des PME lancé par le Groupe des Vingt (G20) fournit des principes directeurs sur les projets novateurs et les pratiques optimales visant à faciliter l'accès au financement des petites et moyennes entreprises des pays en développement, dans le prolongement du Programme d'apprentissage par les pairs en matière d'inclusion financière du G20. Ce dernier s'est engagé à verser plus de 500 millions de dollars pour aider les lauréats du Défi;
- L'OCDE s'intéresse non seulement au manque de crédits dont souffrent les petites et moyennes entreprises mais également au peu d'informations dont elles disposent sur les prêts que leur proposent les intermédiaires financiers. Les décideurs doivent combler ces lacunes s'ils veulent pouvoir mesurer l'impact de leurs politiques;
- Dans le domaine du microcrédit, l'association Kiva permet à des particuliers de prêter de l'argent à des entrepreneurs et des étudiants possédant de faibles revenus ou n'ayant pas accès au crédit dans plus de 70 pays. Depuis 2005, elle a ainsi prêté 600 millions de dollars à plus de 1,2 million de bénéficiaires;
- Pour ce qui est de l'évaluation de la solvabilité, l'initiative Harvard Entrepreneurial Finance Lab utilise des tests psychométriques pour évaluer les risques et les perspectives d'avenir d'un projet d'entreprise, sans examiner le plan d'exploitation, les antécédents financiers ni les garanties de l'emprunteur. L'initiative met désormais sa méthode en pratique dans les banques de plusieurs pays en développement;
- L'organisme à but non lucratif World Business Angels Association compte plus de 15 associations et réseaux nationaux d'investisseurs providentiels. Elle sensibilise l'opinion mondiale à l'intérêt que présentent les investisseurs providentiels et à leurs méthodes, favorise l'échange de pratiques optimales et encourage le développement des activités transfrontalières des investisseurs providentiels;
- L'Alliance financière pour le commerce durable est une association regroupant des institutions financières et des producteurs œuvrant à la promotion de la production et du commerce durables, avec l'appui de l'Agence des États-Unis pour le développement. Elle a élaboré « une boîte à outils d'éducation financière » à l'intention des entrepreneurs des pays en développement;
- Le Fonds d'aide à l'accès aux capitaux de démarrage est un mécanisme d'aide à l'investissement dans les énergies propres en Afrique et en Asie. Il est géré

²³ Programme de création d'entreprises et de promotion des investissements, programme pour la promotion de la sous-traitance et des partenariats, et programme en faveur du modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité.

par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque asiatique de développement et la Banque africaine de développement;

- L'ITC a élaboré une formation en ligne à l'intention des entrepreneurs pour leur permettre d'établir des plans d'entreprise susceptibles d'être financés, de financer leurs transactions commerciales et de gérer les risques.

F. Promouvoir la sensibilisation et la mise en réseau

56. La formation à l'entrepreneuriat est étroitement liée à la nécessité de faire connaître au public les possibilités qu'offre la création d'entreprise et ce qu'elle apporte à la société, tout en évoquant, pour les effacer, les stigmates associés à l'échec. Une perception socioculturelle négative de la création d'entreprise peut entraver celle-ci et en affaiblir les avantages.

57. Dans beaucoup de pays, la promotion de l'esprit d'entreprise, des compétences entrepreneuriales et des modèles de réussite est une stratégie de libération des talents dans ce domaine. Dans bien des cas, les préjugés culturels qualifient le travail indépendant de nécessité pour ceux qui ne parviennent pas à en trouver. D'où l'intérêt des campagnes de promotion de l'entrepreneuriat rendant hommage aux entrepreneurs locaux – qui sont parfois des modèles de réussite. Les distinctions, les foires et la concurrence commerciale axées sur des groupes cibles, comme les jeunes, les femmes, les personnes vulnérables et les migrants, peuvent également s'avérer utiles. Dans les Émirats arabes unis, par exemple, depuis 2009, le Conseil d'Abu Dhabi pour le développement économique inspire et forme des étudiants afin qu'ils deviennent des entrepreneurs prospères, grâce à une campagne annuelle de sensibilisation à l'entrepreneuriat marquée par des ateliers, des forums et un concours d'idées d'entreprise. Organisée en collaboration avec des universités et des institutions d'enseignement²⁴, l'initiative a attiré plus de 2 000 participants en 2013.

58. D'autres initiatives peuvent être citées :

- Les « Start-up Weekends » sont des manifestations qui regroupent, pendant un week-end, des entrepreneurs en activité et des entrepreneurs en puissance, et ces derniers peuvent vérifier si leur idée de jeune entreprise est viable;
- La « Skoll Awards for Social Entrepreneurship » récompense chaque année un groupe d'entrepreneurs sociaux qui font preuve d'efficacité pour résoudre certains des problèmes les plus pressants du monde;
- La « Schwab Foundation for Social Entrepreneurship » identifie une communauté donnée d'entrepreneurs sociaux qu'elle engage à élaborer des programmes mondiaux, régionaux et sectoriels en collaboration avec d'autres parties prenantes du Forum économique mondial;
- L'initiative SEED (Appui aux entrepreneurs dans le domaine de l'environnement et du développement) récompense les nouvelles entreprises locales qui trouvent des moyens novateurs de résoudre des problèmes que connaissent leurs communautés.

59. Établir des partenariats à long terme avec des organisations financières et de formation ou collaborer avec des organisations commerciales permet d'accroître les

²⁴ Voir www.akoun.ae/en/Home.aspx.

capacités des entreprises individuelles. Il n'est pas facile pour une petite entreprise de traiter avec les pouvoirs publics, de respecter la réglementation et d'obtenir des marchés publics. Ces activités peuvent être facilitées par des alliances, des associations et des groupes de pression. Cependant, les groupes en question sont souvent faibles et ont besoin de financement et de renforcement des capacités pour améliorer leur efficacité.

IV. Conclusions et recommandations

60. **Le monde actuel en mutation rapide exige une approche intégrée des problèmes de sécurité alimentaire, d'urbanisation, de changements démographiques et d'environnement, de progrès scientifique et technologique, de diversité culturelle, de gouvernance et de viabilité. Pour que l'entrepreneuriat fasse partie de la solution à ces problèmes, il doit être perçu non pas comme un choix individuel mais comme une transformation sociétale porteuse d'une nouvelle génération d'entrepreneurs ayant pour vision le développement durable.**

61. **Le présent rapport souligne les efforts déployés récemment pour élaborer des politiques d'entrepreneuriat à partir d'une approche intégrée partant de la base, en tenant compte des contributions des régions, des villes et de toutes les catégories de communautés au niveau national ainsi que du renforcement des institutions et de la participation d'un vaste éventail de parties prenantes à l'élaboration des politiques.**

62. **Un certain nombre de pays ont amélioré leur cadre réglementaire, rationalisé les formalités administratives en clarifiant les procédures, en adoptant une réglementation électronique, en apportant un appui à l'officialisation des entreprises et en offrant une protection sociale et d'autres incitations. En particulier, ils facilitent leur financement et leur développement par l'adaptation de la réglementation existante et l'élaboration de règles précises applicables aux entreprises sociales, aux coopératives et aux réseaux d'entreprises. Nombre de pays reconnaissent qu'il est nécessaire de promouvoir l'esprit d'entreprise par la formation à l'entrepreneuriat, de l'école primaire à la retraite, afin de créer des possibilités réelles à tous les niveaux de formation.**

63. **Les avancées de la technologie de l'information se propagent au niveau mondial, alors qu'il faut encore, dans les pays en développement, accélérer la mise en œuvre des infrastructures électriques et des communications. De nombreux pays exploitent le potentiel des technologies de l'information et des communications afin d'améliorer la productivité des entreprises existantes et de créer un environnement favorable aux jeunes entreprises. En outre, de nombreux programmes encouragent le transfert de technologies par l'intermédiaire des sociétés internationales et l'échange de technologies par le biais de groupes locaux et de chaînes d'approvisionnement afin d'appuyer les entreprises locales et de faciliter, au niveau local, la création de savoir, l'innovation et l'adaptation technologique. Les programmes visent aussi à rapprocher les institutions et le secteur privé. Les garanties et les banques développement sont les instruments utilisés de préférence pour résoudre les contraintes d'accès au financement que rencontrent les jeunes entreprises ainsi que les petites et moyennes entreprises. Des initiatives toutes récentes mettent**

en place de nouvelles voies d'accès aux services financiers offrant aux petites entreprises la possibilité de se financer en mobilisant de petits montants directement auprès des petits investisseurs individuels.

64. Fondées sur les pratiques optimales, les recommandations ci-après montrent ce qu'il convient de faire au plan mondial avec l'appui des Nations Unies pour encourager les activités relatives à l'entrepreneuriat épousant les principes et l'esprit d'ouverture associés au développement durable.

65. Il conviendrait d'organiser un forum mondial sur l'entrepreneuriat au service du développement pour mobiliser les réseaux de politique nationale et régionale existants afin d'accentuer et de transmettre leur expérience et d'encourager l'adoption d'indicateurs d'impact communs. Une telle rencontre devrait aboutir notamment à l'adoption d'une « charte du changement entrepreneurial » montrant comment inclure l'entrepreneuriat dans le processus du développement durable et proposant des mesures relatives à sa mise en œuvre. Des partenaires mondiaux et régionaux pourraient y participer en organisant des réunions préparatoires ainsi que le forum lui-même. Ils pourraient également apporter un appui aux jeunes entreprises dotées de ressources limitées afin qu'elles prennent part au forum.

66. Il faudrait créer des centres nationaux d'excellence en matière d'entrepreneuriat ou renforcer ceux qui existent. En tenant compte des cas de réussite connus, les Nations Unies pourraient donner des orientations sur la manière de créer ces centres, encourager ceux-ci à mettre en réseau et partager des pratiques optimales, notamment sur les questions liées à l'internationalisation des petites et moyennes entreprises.

67. Des réseaux nationaux, régionaux et mondiaux d'entrepreneuriat et de formateurs en entrepreneuriat doivent être mis en place. Il est important d'engager les formateurs, les communautés locales et les organisations sociales à faire partie des réseaux aux niveaux infranational, national et mondial pour l'échange d'expériences et de connaissances entre écoles, collèges, universités et communautés d'entrepreneuriat. Si on lui en fait la demande, l'Organisation des Nations Unies pourrait offrir son expertise et collaborer avec les parties prenantes concernées pour élaborer des ressources et des programmes d'enseignement en ligne intéressant les jeunes entreprises et les petites et moyennes entreprises.

68. Le travail accompli en matière d'ouverture financière doit être poursuivi. Il faudrait redoubler d'efforts dans ce domaine afin de donner aux institutions financières de plus en plus de capacités, de compétences et de volonté d'œuvrer au service des petites entreprises en croissance ainsi que des coopératives et des entreprises sociales, notamment en encourageant toute une série d'autres modes de financement comme l'épargne communautaire et les monnaies complémentaires disponibles.

69. Les possibilités de création d'entreprise par les jeunes doivent être renforcées. En plus du travail effectué en matière d'ouverture financière et de promotion de réseaux des jeunes, il serait très important d'appuyer un programme mondial de mentorat ou de proclamer une « Année du jeune entrepreneur » pour promouvoir ces activités aux yeux des jeunes. Cet effort

pourrait déboucher sur un « concours de conception conjointe », auquel des équipes de jeunes du monde entier présenteraient des solutions novatrices.

70. Il faudrait autonomiser les femmes entrepreneurs. Il faudrait redoubler d'efforts pour continuer à défendre l'égalité dans tous les domaines relevant de la promotion de l'entrepreneuriat, y compris la réglementation commerciale, l'ouverture financière, l'accès aux marchés et l'accès aux technologies de l'information et des communications et à la technologie. Un réseau d'ambassadeurs de bonne volonté pourrait être mis en place pour donner des indications sur la manière de faire en sorte que les femmes exploitent pleinement leur potentiel en matière d'entrepreneuriat.

71. Il faut accepter la diversité. L'inclusion de groupes sociaux défavorisés comme les minorités, les migrants et les personnes handicapées, demande une attention particulière. Encourager leur intégration dans les réseaux d'entrepreneuriat et amener les organisations communautaires et sociales à appuyer ces efforts sont sources d'enrichissement puisque des ressources humaines inexploitées sont ainsi mobilisées dans les secteurs de la production. Les Nations Unies pourraient montrer la voie dans ce domaine.
